

Transition énergétique et mouvements sociaux à Abidjan : une analyse dialectique des perceptions de la population abidjanaise face à la politique étatique de distribution d'ampoules à basse consommation

Kabran Aristide DJANE

Département de Sociologie

Université Peleforo Gon Coulibaly (Korhogo/ Côte d'Ivoire)

djanekabran@gmail.com

Résumé

La question de la transition écologique a fondamentalement restructuré la démarche de production des énergies de consommation de masse dans différents pays développés ; cependant, elle reste une question non encore approfondie tant dans la sphère politique que dans les structures scientifiques, même si des élans commencent à se manifester. On prendrait ainsi pour exemple, le colloque de l'Université Cheick Anta Diop, sur la « ville intelligente » en Novembre 2017 qui a permis de réfléchir sur la question des nouvelles approches de consommation d'énergies dans les villes africaines. Au demeurant, l'expérience ivoirienne nous invite à questionner les perceptions des consommateurs abidjanais et leurs attitudes vis-à-vis de la politique publique de distribution des ampoules LED, dit à basse consommation. En effet, en durant l'année 2012 à 2014, le gouvernant ivoirien a entamé avec l'appui de la banque mondiale, et de la compagnie d'électrification, une opération de remplacement des ampoules internes au ménage par des ampoules LED. Mais contre toute attente, les consommateurs ont vu leur facture de consommation, grimper. Cette situation a développé une vague de contestation populaire auprès des consommateurs. Notre production ambitionne d'analyser au regard de la théorie de l'action collective d'Alain Touraine par une démarche dialectique et historiciste, les résistances sociales africaines et les dynamiques de transformation cognitive permettant l'appropriation des politiques sur la transition énergétique par la base. Une enquête mixte sur 217 ménages de la ville d'Abidjan sur la question a permis de saisir la structuration analytique des perceptions et dynamique d'attitudes collectives face à la politique sur la transition énergétique en Côte d'Ivoire.

Mots clés : *Transition énergétique, Mouvements sociaux, Perceptions, Politique étatique, Côte d'Ivoire*

Abstract

The question of ecological transition has fundamentally restructured the process of producing mass consumption energies in various developed countries; nevertheless, it remains a question not yet deepened both in the political sphere and in the scientific structures, even if impulses begin to manifest themselves. An example of this is the Cheikh Anta Diop University Symposium on the "Smart City" in November 2017, which allowed us to reflect on the question of new approaches to energy consumption in African cities. Moreover, the Ivorian experience invites us to question the perceptions of the consumers of Abidjan and their attitudes towards the public policy of distribution of LED bulbs, said to low consumption. Indeed, during the year 2012 to 2014, the Ivorian government began with the support of the World Bank, and the electrification company, an operation to replace household light bulbs with LED bulbs. But against all odds, consumers have seen their consumption bill climb. This situation has developed a wave of popular protest among consumers. Our production aims to analyze, in the light of Alain Touraine's theory of collective action, a dialectical and historicist approach, African social resistance and the dynamics of cognitive transformation allowing the appropriation of policies on the energy transition from the ground up. A mixed survey of 217 households in the city of Abidjan on this issue allowed us to grasp the analytical structuring of perceptions and the dynamics of collective attitudes towards the energy transition policy in Côte d'Ivoire.

Keywords : *Energy transition, Social movements, Perceptions, State policy, Côte d'Ivoire*

Introduction

La question de la transition énergétique développe des dimensions qui ont convoqué bon nombre de chercheurs. Les sciences sociales de l'environnement ont ainsi permis de reconstruire cette réflexion. Aussi, cette préoccupation s'est-elle davantage ancrée dans l'empirique qu'elle n'a laissé place aux spéculations théoriques. C'est au final, cette discussion fondée sur la réalité sociale qui met constamment en branle le débat de la transition énergétique. Si le concept de transition énergétique trouve son sens dans les sciences sociales de l'environnement, les sciences politiques en ont également fait leur apanage. Dans ce développement, la transition énergétique apparaît dans la définition portée par le colloque « *Approches critiques de la « transition énergétique » dans les sciences humaines et sociales (ACTESHS)* » comme étant un objectif gouvernemental de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la promotion des énergies renouvelables, l'incitation à l'efficacité et à la sobriété énergétique. La transition énergétique est à double dimension : une dimension politique et une dimension d'appropriation et d'adaptation de la population. Aussi, le dilemme de l'articulation entre ces deux dimensions transparait-il également dans les travaux de Fortin et al. (2016). En outre, Boissonade (2017) dans l'analyse du concept de transition, indique qu'il est multidimensionnel au regard des travaux de Geels (2002). Selon ce dernier, la transition qu'elle soit écologique, énergétique est fondée sur un schéma fonctionnel qui se structure en trois grands niveaux qui s'interagissent mutuellement :

« Au premier niveau, les niches sont le lieu d'initiatives radicales et d'expérimentations en marge du système établi. Pour se généraliser, ces innovations doivent être intégrées dans le deuxième niveau, les régimes, c'est-à-dire les règles et normes qui guident les comportements, assurent la stabilité du système mais également son inertie. Enfin, l'évolution de ces deux niveaux est soumise à un troisième niveau, le paysage, c'est-à-dire l'environnement externe et les tendances de fond, par exemple les situations de crise. Ce sont les pressions exercées simultanément par ces trois niveaux qui peuvent entraîner des transitions. » (Boissonnade, 2017, p. 1)

Répondant à ce débat, la transition énergétique en Afrique se socioconstruit (Magrin 2007), tout comme en Côte d'Ivoire (Okey 2009); En effet, la consommation d'énergie électrique en Côte d'Ivoire a connu une augmentation de 43% de 2011 à 2015; une forte augmentation qui indique par la même occasion, un besoin essentiel en couverture nationale de 52% d'électricité. Le besoin croissant de couverture électrique de 15 points, chaque 04 ans, tant au niveau national qu'international, oblige les gouvernants ivoiriens à redéfinir leur politique globale de production d'énergies électriques. Elle passe ainsi par l'augmentation du KWH distribué à partir de la construction de nouveaux barrages hydroélectriques, tel que celui de Soubré en 2017, mais également par la diminution du KWH consommés par les ménages en vue d'une redistribution du surplus auprès d'autres secteurs d'activités. C'est à cette fin qu'a été initialisé en 2012, le programme de distribution des lampes à basse consommation des ménages. L'objectif d'une telle opération se décline empiriquement selon le gestionnaire du programme en ces termes « *C'est une opération qui consiste dans un premier temps à remplacer gratuitement un maximum de cinq lampes à incandescence par des lampes à basse consommation par ménage... le gouvernement tente ainsi de faire baisser de 40% les factures d'électricité* » (Koaci.com, 07 Octobre 2013) ; Cependant, force est de constater que cette opération ne retient guère l'attention des populations de la cité abidjanaise. En effet, une résistance non des moindres est signifiée dans les rapports de mission des différentes équipes de terrain chargés de conduire cette transition. L'interprétation de cette résistance se confond à une reconstruction du rapport de confiance entre gouvernants-gouvernés. Aussi apparaît-il chez ces populations « *...que les ampoules à basse consommation sont équipées de micros-camera espions capables de filmer, prendre des photos ou réaliser des enregistrements sonores en toute discrétion, sans jamais être remarquées, permettant désormais au président Alassane de tout savoir. Après la série "forcée" d'identification des numéros de téléphones portables, ceci serait pour lui une seconde phase pour renforcer sa méthode d'espionnage...qui apparemment mèneraient incessamment de vagues arrestations inexplicables* » (Koaci.com, 07 Octobre 2013); de plus, suggérant que le prix de l'électricité pratiqué par la compagnie

ivoirienne d'électricité n'étant pas encore financièrement viable, le représentant de la Banque Mondiale a incité à une augmentation du tarif du KWH consommé dans chaque ménage. Aussi, le ménage Abidjanais jugeant cette démarche inopportune a-t-il manifesté son mécontentement dans les rues de la ville d'Abidjan. Ainsi, cette volonté de transition énergétique conjuguée à une orientation de viabilité de la compagnie de distribution d'électricité a entraîné un dilemme social d'appropriation de la politique nationale de transition énergétique par la population. Au demeurant une question centrale milite en la production de cet article, celle de saisir les déterminants des populations abidjanaises ayant limités l'expansion de cette politique de distribution des ampoules de basses consommations. Nous postulons que la résistance à l'épanouissement de la politique de distribution des ampoules de basse consommation est fondée sur la perception des populations abidjanaises de la politique globale de transition énergétique de l'Etat Ivoirien. Cette production ambitionne de saisir les perceptions des populations abidjanaises, afin de socioconstruire le modèle de résistance sociale face à une politique de transition énergétique. Précisément, elle permet de faire apparaître le point focal de cette résistance en observant le noyau social de cette action collective, tant bien qu'elle soit cordonnée ou pas ; l'analyse des perceptions constituant par la même occasion une orientation d'analyse méthodologique.

CADRE DE L'ETUDE

Le cadre de l'étude est fondé sur une approche empirique qui expose la sociopolitique de la politique ivoirienne de distribution d'ampoules à basse consommations, et sur deux approches théoriques. La première d'entre elle convoque les travaux de Fortin et al. (2016) dans l'explication de l'initialisation de la transition énergétique par l'état central ; le second nous situe sur les approches comportementales des populations au regard de leur action collective face aux décisions du pouvoir central.

1. Politique de distribution d'ampoules de basses tensions en Côte d'Ivoire : des origines politiques à l'application sociale

Le secteur électrique ivoirien est coordonné depuis 2013 par la politique nationale de l'énergie et par le code de l'électricité en loi n° 2014-132 du 24 mars 2014 portant code de l'électricité, qui énonce dans la section 6 relative à la maîtrise de l'énergie. Ainsi, il s'est agi pour cette politique de définir 03 axes : (un) restaurer la viabilité financière du secteur énergétique, par l'ajustement des tarifs et la réduction des pertes ; (deux) générer suffisamment d'électricité et gérer au mieux la demande d'électricité ; (trois) améliorer le cadre institutionnel ; Partant de l'objectif un, le gouvernement ivoirien, sous l'impulsion de la banque

mondiale va mettre en place le Programme National de Distribution de Lampes Basse Consommation (PNDLBC). Ce programme démarré en avril 2012 et qui vise, à terme, à installer 5 millions de Lampes Basses Consommation (LBC) dans près d'un million de ménages en remplacement des lampes à incandescence afin de « couper » à la pointe de la consommation environ 100 MW de puissance ; Ce programme est, par ailleurs, institué sur l'efficacité énergétique des ampoules à basse consommation. Selon les conclusions du Séminaire National sur l'Énergie (SNE) tenu en 2012, l'efficacité énergétique est le point fort d'une ampoule basse consommation : elle consomme 75% moins d'énergie qu'une ampoule à incandescence ordinaire ; en outre, elle a un coût d'achat plus élevé qu'une ampoule traditionnelle, mais dure 6 000 à 15 000 heures avec une moyenne autour de 10,000 heures (5 à 6 ans suivant le nombre d'allumages et d'extinctions, contre 6 mois pour une source à incandescence) ; enfin elle gaspille 25 % de l'électricité en chaleur contre plus de 90 % pour les ampoules à incandescence ; aussi, a-t-elle la même intensité lumineuse qu'une ampoule ordinaire de 25 watts. De plus, le contenu du rapport SNE indique que l'investissement global prévu dans le cadre de programme Lampes Basse Consommation (LBC) au niveau résidentiel était de 11000 millions de FCFA dont 10500 millions de FCFA pour la part de l'Etat Ivoirien. Dans l'ensemble, ce programme s'inscrit dans une volonté de maîtrise de l'énergie, qui est issu du livre blanc de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en matière d'accès aux services énergétiques adopté en janvier 2006. Une volonté politique qui a vu naître le Centre des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique de la CEDEAO (CEREEC) en novembre 2009 afin de contribuer à l'épanouissement de projets types sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans le cadre d'une coopération internationale, étant bien entendu que l'Etat est chargé de la régulation de l'ensemble de ces projets à partir de ses services composants. En outre, le Plan d'actions National d'Efficacité Énergétique (PNAEE) en Côte d'Ivoire sur la période (2016-2020/2030), dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique d'Efficacité Énergétique de la CEDEAO (PEEC) indique en ce point la nécessité d'une éducation environnementale en ces termes : « *La sensibilisation est primordiale dans la réussite de toutes activités dans le domaine de la maîtrise d'énergie. Il est envisagé en Côte d'Ivoire, pour la promotion de l'efficacité énergétique, des actions de formation, d'éducation et d'information en direction, notamment du grand public, des acteurs clés (professionnels du bâtiment) et de l'ensemble des parties prenantes.* » En d'autres termes, tout cet ensemble reste le patrimoine fonctionnel de l'Etat dans le déploiement de la réalisation de ces activités de maîtrise de l'énergie.

2. L'Etat interventionniste dans la construction de la transition énergétique

La question de la transition énergétique est subordonnée à l'existence d'une initialisation étatique. En effet, la question de la transition énergétique est fondamentale

aux développements de toute société humaine. La transition énergétique se réfère à un changement d'un stade à l'autre du système énergétique à un autre dans la structure de l'utilisation finale, de son approvisionnement et de la qualité de l'énergie. Toutes ces dimensions conduisent et sont entraînés par des changements techniques, économiques, politiques et sociaux, au regard de l'environnement et du temps. En outre, O'Connor (2014:14) définit la transition énergétique comme «*un ensemble particulièrement significatif de changements au sein des modèles d'utilisation de l'énergie dans une société, affectant potentiellement les ressources, les transporteurs, les convertisseurs et les services*». Cela suppose des ressources énergétiques spécifiques permettant des rendements plus élevés en vue de répondre à des faibles émissions et d'intensité énergétique diminuées. En substance, les transitions à chaque niveau dans le système d'énergie sont connectées de telle sorte que les changements dans une partie pourraient entraîner des changements dans un autre. La transition énergétique est donc un système complexe dont la mise en œuvre est constamment initialisée par un programme étatique et par une volonté gouvernementale. Les sciences politiques aident ainsi à la socioconstruction de la science sociale de l'environnement. Par conséquent, c'est la question même de la gouvernance de la transition, de la transition énergétique en vue d'une acceptation par les gouvernés qui obligent à un questionnement et à un débat théorique. Ainsi, au-delà, de ce concept de gouvernance de la transition énergétique, c'est le concept de diffusion (Wilson et Dowlatabadi 2007) de la gouvernance de cette transition énergétique, qui est convoqué. Mais Wilson et Dowlatabadi (2007) indique que les effets de la gouvernance de la transition énergétique ne peuvent être observés que dans un dispositif de diffusion sociale où la décision d'appropriation de la réforme portant transition énergétique ne s'installe que par un mécanisme de dissonance cognitive où les individus visent une cohérence interne entre leurs connaissances, leurs attitudes et les actions qui induisent un inconfort et une dissonance. Les individus prendront activement des décisions où se comporter à réduire cette dissonance cognitive. Aussi dans le contexte de l'énergie résidentielle, le potentiel d'adaptation de la technologie issue de la politique globale de transition énergétique enclenchée par le gouvernement, amène-t-il les consommateurs à agir de façon cohérente avec la nouvelle disposition. Mais cela suppose que leurs perceptions de cette innovation soient matricialisées comme un facteur d'amélioration de leur condition de vie.

3. Action sociale collective et transition énergétique

Les travaux d'Alain Touraine ont constamment convoqué ceux de la mobilisation sociale. En rapport avec la transition énergétique, elle fait apparaître un nouveau type d'activistes engagée que Pleyers (2016) observe comme des hackistes des temps modernes. Ainsi selon cet auteur, ces activistes veulent répondre à une trahison sociale qui rame à contre-courant de leur besoin quotidien. Ces hackistes des temps modernes

défendent ainsi leurs expériences singulières à la décision étatique, qui infidélise leur habitude sociétale de vie. Or, comme l'explique Alain Touraine (2002:391), « nous ne pouvons pas nous opposer à cette invasion avec des principes universels mais avec la résistance de nos expériences singulières ». Ainsi, toute forme de résistance à un programme de développement énergétique ne peut être due qu'à des principes de rejet des démarches marchandes. Pleyers reprenant les logiques de Touraine expose en ces termes :

« Face à l'envahissement de la vie par des logiques marchandes, ces mouvements cherchent à construire des « espaces d'expérience » : des lieux suffisamment autonomes et distancés de la société capitaliste qui permettent aux acteurs de vivre selon leurs propres principes, de nouer des relations sociales différentes et d'exprimer leur subjectivité. Ce sont à la fois des lieux de lutte et les antichambres qui préfigurent un autre monde. Ils permettent à chaque individu et à chaque collectivité de se construire

Pour les mouvements paysans ou indigènes, ces espaces d'expérience prennent la forme de communautés autonomes et s'inscrivent dans la durée » (Pleyers 2016:5)

On saisit très vite que tout mouvement collectif est l'expression d'une démocratie qui suscite une revisite négociée des rapports de l'élite face à la classe moyenne, la classe basse. Au-delà, c'est l'émotion, la subjectivité et la cohérence entre les pratiques et les valeurs qui orientent l'engagement des militants à défendre leurs objectifs. Même si l'ensemble des travaux observés jusque-là fait l'apologie d'une transition écologique tendant à coordonner où les mouvements sociaux s'appuient sur des réseaux sociaux clairement prédéfinis. Ceux-ci, conduisant nos travaux, proposent des rapports entre des entités, ménages dont les réseaux informationnels ne sont pas forcément clarifiés dès le départ. Cela insinue alors un support de mobilisation par classes sociales qui enracine tout mouvement collectif. Vrignon (2012) propose que la société civile serve de base à la mobilisation écologique, contrairement à Pleyers qui lui adjoint, les mouvements activistes ; Audet (2015) approche également ce débat de la sociologie de l'environnement et de l'écologie politique par un retour aux sources historiques, de la notion de transition qui fait apparaître tout comme Vrignon (2012), un exposé majeur sur la société civile. Aussi l'allie-t-il avec la question d'une « émergence de la conscience environnementale ». En effet, il énonce qu'une « prise de conscience politique de chaque individu est considérée comme un préalable à l'action collective et à la formation des contre-pouvoirs » (p. 182). Le contre-pouvoir dans l'action collective sur la milite de la résolution de la problématique ou d'une politique environnementale est donc légitime. Mais en cette légitimité d'action, Vrignon, lui associe une éducation émanant et propulsé de la société civile.

« L'association entend sortir le citoyen de la passivité dans laquelle le confinerait la démocratie exclusivement représentative, en le dotant d'une capacité politique autonome. Dans cette perspective, un individu révolté par une injustice (une autoroute construite devant sa porte par exemple) pourrait, grâce à une pédagogie politique adéquate, prendre conscience des causes profondes de la situation qu'il subit. Cet individu peut alors transformer son comportement et devenir un véritable militant politique décidé à transformer le système, pour peu que les structures sociales lui laissent les moyens de s'exprimer et d'agir hors des structures partisans. » (Vrignon 2012:182)

Mais au-delà de ce regard de Vrignon qui commande une coordination d'action des populations sur motivation de la société civile, c'est la question même de la révolte sociale spontanée des populations sur des problématiques écologiques qui milite en faveur de cette production. Les travaux de Semal (2012) posent également la question de cette révolte sociale face aux politiques écologiques. Cependant, il aborde l'angle de la catastrophe écologique. Or l'interrogation de la transition énergétique non maîtrisée par la population intègre également cette dimension de la *peur* que défend Semal. Il rejoint ainsi les dispositions théoriques de Jodelet (2011) qui expose l'incertitude, le risque, la demande de sécurité comme l'un des facteurs à la révolte sociale face aux problématiques psychosociales de l'initialisation des politiques mal perçues liées aux questionnements écologiques.

« (La peur)...située entre l'angoisse, la crainte et l'effroi au plan individuel, et entre la panique et l'épouvante au niveau collectif, la peur est un ingrédient commun à beaucoup de phénomènes au sein desquels elle varie dans ses manifestations, causes et conséquences. » (Jodelet 2011:240)

Ainsi les mouvements sociaux non spontanée et non coordonnée comme c'est le cas dans notre production est selon les travaux de Jodelet, une émanation de la panique dans une situation de foule ; ainsi dû à un accroissement sans précédent de l'émotion « ... *sa coloration affective, positive, neutre ou négative, sont dépendants de l'entourage social qui permet de coder l'état physiologique ressenti par le sujet* » (Schachter 1964). La mobilisation spontanée est donc psychologique et reste formatée par la peur de l'incertitude, mais qui est souvent soutenue par ce que Rimé (2005) appelle la « production des sens » associé à une expérience émotionnelle et le partage sociale des émotions, comme dans le cas de la mobilisation des mouvements sociaux tant défendue par Alain Touraine (2002) et repris dans les productions de Rudolf (2015).

APPROCHE METHODOLOGIQUE

Cette production a convoqué une approche méthodologique fondée sur les mécanismes de la recherche mixte même si une prédominance pour la recherche qualitative a structuré le travail final de l'étude des perceptions des populations sur les ampoules à basse consommation. Les données quantitatives ont d'abord permis de faire exister les catégories essentielles à la compréhension des perceptions des populations. A sa suite, une enquête qualitative a été effectuée pour faire apparaître les profondeurs des propos des enquêtés afin de faire émerger l'historicité explicative des comportements vis-à-vis des énergies résidentielles, focalisés sur les ampoules à basse consommation. Au total, 217 ménages ont participé à l'enquête effectuée durant une quinzaine de jours dans la ville d'Abidjan. Etant une étude mixte, le choix de l'échantillonnage pour la dimension quantitative s'est fait suivant un échantillonnage stratifié codifié aux communes de la ville d'Abidjan. Celui de l'échantillonnage qualitatif fondé sur les méthodes non-probabilistes à partir de la méthode des quotas a également été utilisé pour la quête des données de cette production.

La désignation des sites enquêtés s'est faite de façon non-exhaustive concernant toutes les communes de la ville d'Abidjan. En ce qui concerne le traitement des données, l'analyse statistique descriptive a été adoptée dans le cadre de cette production, ainsi que le questionnaire d'évocation pour mieux appréhender les perceptions afin d'émettre les catégories épiques qui fondent les comportements des consommateurs d'électricité dans les ménages. La fréquence du mot, ainsi convoquée par le répondant est analysée pour observer sa cooccurrence et son implication dans la restructuration des sens que ce dernier donne à son attitude et dans l'appel à mobilisation suite à un mécontentement qu'oblige l'augmentation des prix du KWH après le programme de distribution des lampes à basses consommation.

Dans un autre registre, l'une des difficultés majeures que nous avons rencontrées dans la production de cet article est l'accessibilité aux documents registres du programme. Ainsi, après nos nombreuses sollicitations en vue d'obtenir des rendez-vous sans suite auprès du directeur Programme National de Distribution de Lampes Basse Consommation (PNDLBC), nous avons effectué des rencontres intermittentes avec les agents de terrain qui ont participé à la distribution effective de ces lampes. L'intérêt à ce niveau nous a permis d'observer leur perception et appréciation du programme auquel, ils ont eux-mêmes participé à la mise en place. La base de données non-exhaustive n'a finalement été obtenue qu'à partir des informations croisées sur les données recueillies auprès des superviseurs de terrains qui avaient à notre rencontre rompu leur contrat avec le programme. Selon eux, une clause de confidentialité n'avait pas été signée avec ledit programme. Ce qui nous laisse la latitude d'user pleinement des données qu'ils nous ont fournis.

PERFORMANCE DU PROGRAMME NATIONAL DE DISTRIBUTION DE LAMPES BASSE CONSOMMATION (PNDLBC)

Le Programme National de Distribution de Lampes Basse Consommation a suscité de nombreuses réactions des ménages que nous avons également rencontrées lors de cette production. Aussi, s'est-il trouvé utile de s'interroger sur la performance de ce programme. Ainsi, des indicateurs tels que la diversité des approches de distributions des Lampes à Basse Consommation (LBC), le niveau d'intensité des mesures d'information et d'éducation à l'usage des LBC, mais également la diversité des groupes cibles permettent d'exposer sur le niveau d'atteinte des résultats attendus du programme.

1. Diversité des approches de distributions des Lampes à Basse Consommation

Les approches de distribution des LBC suivant les données recueillies sur le terrain suivent un seul protocole, celui de la remise physique d'une ou plusieurs ampoules de lampes à basse consommation aux ménages. Elle passe par le repérage du ménage sans tirage. L'approche est fondée sur un système de trois individus évoluant sous la supervision de chefs secteurs. Le programme en comptait 749 individus de terrain, sur le district d'Abidjan, chargés de remplacer les ampoules incandescentes des ménages. Selon les propos relatés par les agents de terrain, *« lorsque nous arrivons devant la maison, nous nous présentons avec nos différentes cartes professionnelles ; on leur explique le bien-fondé de diminuer le montant de leur facture d'électricité, par le remplacement des ampoules incandescente dans leur maison. S'il l'accepte, l'un d'entre nous agent de terrain, se charge de prendre toutes les informations concernant les montants et les références d'anciennes factures de courant du ménage pour nos statistiques, pendant que les deux autres sont accompagnés par les membres du ménage pour effectuer les remplacements des ampoules »* (Agent de terrain, Yopougon, Enquête 31). Le protocole reste donc identique pour tous les ménages. Aucune diversité d'approche n'est observée dans la démarche du programme PNDLBC ; Le protocole d'approche du ménage reste ainsi « standard » pour tous sans exception. C'est donc une approche de contact dans le sens de l'Etat vers le Ménage. Elle obéit alors à une entreprise étatique de construction de la transition écologique venant du haut et non émanant de la base.

2. Niveau d'intensité des mesures d'information et d'éducation à l'usage des LBC

Le niveau d'intensité des mesures d'information et d'éducation à l'usage des LBC s'observent sur des indices tels que le nombre de canaux utilisés pour atteindre les ménages cibles dans le cadre du PNDLBC, la fréquence d'utilisation de ces canaux et enfin le nombre de localités ciblées.

- La radio alimentée à l'aide d'énergie électrique, reste le meilleur canal d'information des ménages
- Cela indique que la sensibilisation de proximité a touché un plus grand nombre de riverains que l'utilisation de la télévision nationale.
- Les questionnaires ont montré que plus du trois quart des enquêtés (76,1%) a déjà entendu, vu une communication ou une affiche sur les lampes à Basse Consommations. Parmi eux, la moitié (51,6%) cite la radio et le tiers (38,4%) la télévision.
- Certains habitants (43,71%) des quartiers précaires (YaoSehi, Abobo derrière rail) d'Abidjan indiquent qu'ils ne se sentent pas directement touchés, puisque le montant qu'ils paient sur l'électricité est compris dans le montant de leur loyer.
- Le croisement du questionnaire et des réponses des enquêtés présentent une écoute des informations du PNDLBC au journal radiophonique de 6H30. Il est davantage écouté par les hommes à 81% des enquêtés que par les femmes.

Dans l'ensemble, les canaux utilisés sont la radio, la télévision et les affiches. Ils touchent l'ensemble des populations de la ville d'Abidjan, étant bien entendu que cette dernière est couverte par les ondes de la Radio Côte d'Ivoire (88.0 FM) à Abidjan et de la télévision encore hertzienne à la date de distribution de ces ampoules.

3. Diversité des groupes cibles

La diversité des groupes cibles s'observent à partir des bénéficiaires mais également des agents communautaires susceptibles de favoriser l'appropriation du programme par les ménages. Ces agents communautaires sont entre autres les chefs de quartiers, les chefs coutumiers, la mairie.

- L'ensemble des collaborations intervenant dans le cadre des actions du PNDLBC indiquent une absence de relation avec les agents communautaires.
- Les entretiens mettent en évidence une attente forte de la part des agents communautaires vis-à-vis du PNDLBC, et qui souhaiteraient être associés le plus souvent aux mesures d'IEC réalisées par le PNDLBC.
- Par ailleurs, les entretiens révèlent que les chefs des communautés étrangères (membres de la CEDEAO) n'ont également pas participé aux missions de distribution et de sensibilisation alors que les conflits d'usage des ressources énergétiques les concernent davantage au sein des quartiers précaires d'Abidjan.

Dans l'ensemble, notre étude nous a permis de percevoir que les agents de communautés développent des logiques d'intérêt autour du PNDLBC. Ces groupes cibles sont également ceux qui ont une charge d'influence sur les communautés de quartier dans lesquels s'inscrivent les ménages bénéficiant du programme.

« ...même les autorités communautaires que nous sommes, il faut nous sensibiliser... »

(Chef communauté burkinabé de Yaosehi)

« ...par expérience, les chefs des communautés étrangères ne sont pas associés aux réunions techniques... » *(Chef de communautés guinéennes d'Abobo derrière rail).*

«...le PNDLBC n'a pas véritablement associé la mairie aux activités de sensibilisation et de distribution...» *(Secrétaire adjoint Mairie de Yopougon).*

En ce qui concerne les ménages et les communautés, le PNDLBC n'a pas développé, jusqu'au terme de la distribution, d'activité spécifique de sensibilisation axée sur un groupe ethnique particulier. Or, il ressort des propos des enquêtés que les groupes de communautés étrangères (Burkinabé, Guinéens) favorisent l'agression et la surcharge du réseau domestique de distribution du courant électrique en soutenant des connexions électriques anarchiques ; et l'arrivée massive, l'installation de travailleurs venus de pays limitrophes tels que le Burkina Faso, la Guinée et le Mali, à qui, ils distribuent clandestinement le courant électrique domestique.

PERCEPTION, ATTITUDES, PRATIQUES DES MENAGES FACE AU PNDLBC

Le plus souvent utilisées en recherche médicale, dans le cadre de mise en œuvre de politiques de santé publique, les études CAP (Connaissances, Aptitudes, Pratiques) représentent un dispositif d'observation sociologique des connaissances ou des croyances, des opinions fortes sur un sujet donné et enfin des comportements face au développement d'un phénomène (épidémie, déplacement de population...). Elles permettent également de mieux prendre en compte les contextes socioculturels pour adapter les actions de prévention et les activités dans un domaine particulier. Dans le cas de cette présente production en Sciences Sociales de l'Environnement, l'étude CAP, qui vise la compréhension des perceptions et des comportements des populations vis-à-vis des actions de réduction de la consommation de l'énergie dans les ménages à Abidjan, a été sollicitée.

1. Niveau de connaissance des ménages face au PNDLBC et à l'Usage des LBC

Le niveau de connaissance s'est observé à travers l'accès à l'information que les ménages ont du PNDLBC et son rôle dans l'amélioration de leur condition de vie. Afin d'atteindre l'objectivité des résultats, nous avons procédé par une enquête qui couvrirait également n'importe quel ménage de la ville d'Abidjan.

- A la question de savoir si les ménages connaissaient ce qu'était le PNDLBC, 91,5% [89,2-93,8] des enquêtés ont répondu par l'affirmative. S'agissant du rôle premier du Programme, la majorité des personnes interrogées a cité la réduction des factures électriques des ménages face aux turbulences de la cherté de vie, avec près de 75,0%.

2. Perception des ménages vis-à-vis des actions du PNDLBC

Cette dimension a permis de rendre compte de la dynamique des perceptions et de la sensibilité des ménages par rapport aux actions du Programme National de Distribution des Lampes à Basse Consommation. Nous avons retenu comme indicateurs :

- un indice d'adhésion des populations vis-à-vis des actions du PNDLBC ; la notion d'adhésion sous-entend dans ce cas, l'acceptation de la vision de réduction de la facture de courant domestique diffusée et communiquée par le PNDLBC et la compréhension du bien-fondé de la présence de l'ampoule à basse consommation pour les populations bénéficiaires (qualité de vie, réduction du coût de la vie, santé etc.) ; ce niveau d'adhésion peut éventuellement se traduire par une augmentation du niveau de participation aux actions du programme ; cette participation, en fonction du ressenti et du caractère des individus pourrait également ensuite amener à une réelle appropriation des valeurs écologiques défendues par le PNDLBC ;

D'une part, les personnes interrogées conviennent que le programme représente des avantages (68,9% ; [65,1-72,7]) : un potentiel pour le développement économique des ménages, un potentiel pour le développement de leur bien-être.

« ...Le Programme est crédible... », mais « ...il doit davantage être ouvert à tout le monde dans ses actions... » et de plus « avec les responsables des communautés ». (Chef de quartier, Lièvre rouge, Yopougon, Abidjan)

D'autre part, il faut pourtant noter que près de 30% des personnes interrogées considèrent à l'inverse que le PNDLBC est d'abord un frein à leur qualité de vie et à leur développement, voire un facteur de pauvreté et d'insécurité.

Par ailleurs, on peut également observer une dichotomie entre les perceptions observées dans les communes proches du gouvernement et celles observées plus éloignées de ce dernier. En effet, dans les communes d'Abobo, plus proche du pouvoir, les actions du programme entre en droite ligne du programme de gouvernance des dirigeants alors que ceux des ménages de Yopougon observe en ce programme, une démarche d'espionnage de leur vie privée.

- un niveau de satisfaction des populations locales concernant les mesures de sensibilisation et les effets, après pose des lampes à basse consommation.

Il n'existe à ce jour aucune frange de la population entièrement satisfaite des activités du programme conduites par Côte d'Ivoire Energies. Même les agents de terrain rencontrés ont fait part de leur réserve sur ces activités qui selon eux

«...est un moyen de dépenser les gros montants de la banque mondiale sur ce programme... » (Agent de terrain, PNDLBC).

Les arguments avancés relevaient avant tout de l'insuffisance du déploiement des

stratégies d'éducation par le programme mais également une absence totale de réduction des factures de courant comme annoncé par celui-ci.

- Le degré de satisfaction des groupes cibles dépend de leur sensibilité aux préoccupations environnementales, de leur préférence économiques, mais également de leur niveau d'implication dans les activités du PNDLBC

3. Niveau d'appropriation des ménages du PNDLBC

Cet indicateur a permis de rendre compte du niveau d'appropriation des usages liés aux ampoules à basse consommation par la population. Ce niveau d'appropriation s'est traduit par un passage à l'action : changements de comportement ou de pratique (bonne pratiques environnementales) au niveau individuel ou collectif, mais également par la prise d'initiatives dans le domaine de la sensibilisation environnementale. On retient comme indicateur, le nombre de personnes sensibilisées et reçus des ampoules ayant pris des initiatives en faveur de l'environnement (à une échelle individuelle et/ou collective) d'informer d'autres personnes hors du système PNDLBC.

Un enquêté sur quatre (22,1%) a dû abandonner les ampoules incandescentes du fait du passage des agents terrain après la distribution. De plus, ils sont plus de 35% à s'être opposés à un agent terrain qui défend les actions du PNDLBC au cours des 18 derniers mois précédant notre enquête quel que soit le quartier du fait de l'augmentation des factures après la phase de distribution du PNDLBC. Aussi, l'appropriation des actions de conservation des réflexes édictés le programme à la population n'est pas très effectif. Il s'est plutôt installé un climat de méfiance entre les ménages et le PNDLBC, allant jusqu'à la fronde sociale ; fronde matérialisée par la destruction des agences de la Compagnie Ivoirienne de l'Electricité (CIE) chargée de la facturation et de l'encaissement des frais et charges d'électricité domestique des ménages.

MOBILISATION AUTO-SUSCITEE DU MECONTENTEMENT SOCIAL CONTRE LE PNDLBC

L'une des dimensions qui a suscité le mécontentement de la population reste l'augmentation des factures de courant après la distribution des lampes à basse consommation. En effet, cette dichotomie des objectifs et une désarticulation des attentes a suscité la colère des ménages qui voyaient en cette démarche du PNDLBC, une arnaque de grande envergure. Cette disposition psychique a entraîné une accélération des vagues de protestation et de désarticulation du système ivoirien de collecte des factures liées à l'énergie électrique. Mais à l'interrogation des enquêtés, l'on a pu observer une tendance à décrire un projet de spoliation des revenus des ménages par les gouvernants. Ce sentiment complexe fondé sur l'incertitude des probables rapports entre les administrés et les gouvernants a convaincu les premiers de réagir. L'originalité

de notre production est de percevoir les articulations de la fronde sans que le lancement par un groupement d'individus n'ait été marqué. En somme, c'est le questionnement de la révolte sociale sans coordination préalable. Elle est donc celle de l'interrogation du sentiment perçu collectivement et de la démonstration de la réaction commune auprès des dits gouvernants. Aussi, ces ménages postulent-ils pour un état généralisé de peur qui milite en faveur d'un accroissement des sentiments de pouvoir des gouvernants au regard des travaux de Authier et al. (2006). Dans cette dynamique ou tout porte sur une campagne communicationnelle censée retirer toute forme de suspicion des ménages sur les actions du gouvernant leur empêche de lui affecter tout discrédit. Ces écrits cités par Dubois (2009) exposent sur la question.

De même, si le recours des pouvoirs publics à des formes rationalisées de gestion de l'opinion n'a rien de nouveau, le recours aux campagnes d'information publiques est désormais théorisé par des experts en communication et politiques publiques (Weiss et Tschirhart 1994)...L'analyse des connivences entre élites gouvernantes et journalistes (Duval 2006) ou du recours à ces techniques (Rémond 2007) montre cependant comment cette domination est d'autant plus efficace qu'elle peut s'autoriser d'une opinion publique « informée » (au sens de mise en forme) par les croyances que diffusent conjointement médias et pouvoirs publics.

Ces croyances développées et diffusées par les gouvernants ne reflètent véritablement pas la réalité et suscitent la peur chez les administrés.

1. Naissance du sentiment de peur

La question de la peur revêt deux dimensions essentielles selon Tudor (2003), celle de l'émotion et celle de la culture. Pour cet auteur, l'analyse sociologique de la peur fait apparaître un constat primaire, celui de l'examen de l'incertitude et de sa non-maîtrise. Dans un dispositif social où la socioconstruction de la personnalité est liée à la préoccupation de l'innovation, de la découverte, le suspens de l'exploration de l'inconnu reste attrayant lorsque les variables de cet inconnu sont sus d'avance. Dans un autre temps, l'effet de surprise entre également dans cette dynamique. Le sentiment de faire face à un renouvellement de procédure connexe à la gestion des factures d'électricités, fondatrice d'un bouleversement de leur habitude de vie. Les ménages rencontrés identifient dans cette approche de transformation de la démarche des gouvernants, une volonté de les nuire, alors de les mettre dans une situation incertaine. Les ménages observent donc cela comme une démarche de « peur ». Cette disposition psychologique rejoint le discours

de Barbalet (2001:5) « *L'objet de la peur n'est pas suffisamment conceptualisé comme un agent menaçant ou qui devrait être évité. Plutôt l'objet de la peur est une attente de résultat négatif.* ». Perçu ainsi, la peur est l'expression d'un état présent consécutif à un complexe cognitif qui revêt une double entrée tant au niveau culturel qu'émotionnel.

2. Emotion et socioconstruction de la fronde sociale

L'émotion d'avoir été trahies constitue le premier pan de la fronde sociale des ménages au sujet du PNDLBC. En effet, la plupart des enquêtés nous ont énoncés que c'est le sentiment perçu lors de la distribution des factures, deux mois après la distribution des factures d'électricité qui a convaincu chaque ménage de la probable « arnaque » de la part des gouvernants. Aussi, la nécessité de réagir face à cette disposition politique a amené les messages à communiquer sur les réseaux sociaux par une présentation des photographies de leur facture. Ainsi, comme l'indique Tudor, la peur des ménages s'est manifestée par un assentiment naturel face à la déconnexion des objectifs assignés au PNDLBC au regard des écarts qu'il a été donné aux ménages de constater. La communication communautaire a ainsi été l'un des facteurs déclencheurs de cette fronde. Le partage d'information de dénigrement sur les réseaux sociaux (Facebook) de la Compagnie Ivoirienne d'Electricité, souvent avec des individus que les membres des ménages n'avaient au départ aucune relation privilégiée, a également aidé à socio-construire cette fronde sociale. L'on pouvait ainsi remarquer des posts Facebook de « *Superhero CIE* », capable d'accroître votre facture en un laps de temps. De ces discours ironiques confondant la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) au Programme National de Distribution des Lampes à Basse Consommation (PNDLBC), des appels à demander des comptes à la CIE, ont ainsi pris forme par la suite. La communication orale fondant les échanges dans les sociétés africaines, une mutation des habitus de communication a pris forme, fondée sur les technologies de l'information et de la communication. Ces dispositions ont transmué les approches communicationnelles des ménages Abidjanais, qui au regard du taux de pénétration de l'internet, accru leur propension à échanger sur des questions d'ordre sociale et politique. Les réseaux sociaux sont donc à la base de cette mobilisation spontanée non construite autour du mécontentement des factures liées au PNDLBC.

3. Recadrage de l'équilibre social après la fronde sur la transition écologique

La mise en œuvre de la transition écologique en Afrique, oblige des coûts tant sociaux, qu'économiques. Le PNDLBC en est une belle illustration. En effet, les coûts investis tant dans la mutation des ampoules que dans le renouveau de l'accessibilité par de nouveaux ménages au courant électrique, a amené à un surcôt de facturation. Suite à la fronde sociale, le gouvernant a entrepris des échanges avec/entre les acteurs sociaux afin d'y retrouver l'équilibre. Aussi, des échéanciers de paiement ont-ils été trouvés en

vue de permettre selon les propos des gouvernants, de supporter les charges financières que cela pourrait engendrer auprès des ménages. Cet échéancier laissera néanmoins des empreintes d'incompréhensions sociales entre les gouvernants et les ménages. L'histoire sociale des crises par les mouvements sociaux centrés sur la transition écologique reste dominée par les jeunes alter-activistes, altermondialistes et les indignés selon Pleyers (2016) ; Ainsi, si cette transition écologique s'installe dans les mœurs, elle engendre par la même occasion, une transition écologique de l'économie en question (Demaillly et Novel 2014) et un renouvellement du rapport à l'écologie.

CONCLUSION

Le but de cette production était de saisir les formes de résistances sociales observées auprès des ménages dans le cadre du déploiement du programme de distribution des lampes à basse consommation (PNDLBC). Aussi sa construction a-t-elle permis d'observer que les antinomies entre les objectifs d'un tel programme dans le cadre d'une transition écologique et ceux des ménages d'Abidjan a conduit à des mouvements sociaux dus selon notre production à la *peur* d'une reproduction constante de la domination économique des gouvernants sur les ménages, à travers les factures de courant. Cette production complète les travaux d'Alain Touraine en y impliquant celle de la mobilisation spontanée formalisée par un réseau numérique qui permettent les réseaux sociaux comme celles usées par les ménages dans le cadre de cette étude. Au demeurant, cette étude clarifie le rééquilibrage de ces mouvements sociaux sur la base d'échange constant entre une nécessité budgétaire étatique macroscopique et un bien-être microsociologique des ménages d'Abidjan.

REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE

- Audet, René. 2015. « Pour une sociologie de la transition écologique ». *Cahiers de recherche sociologique* (58):5–13.
- Authier, Jean-Yves, Marie-Hélène Bacqué, et France Guérin-Pace. 2006. « Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales ». *Lectures, Les livres*.
- Barbalet, Jack M. 2001. *Emotion, social theory, and social structure: A macrosociological approach*. Cambridge University Press.
- Bernard, Rimé. 2005. « Le partage social des émotions ». *Paris, PUF*.
- Demaillly, Damien et Anne-Sophie Novel. 2014. « Économie du partage: enjeux et opportunités pour la transition écologique ». *Studies* (3/14).
- Dubois, Vincent. 2009. *L'action publique*. La Découverte.
- Duval, Raymond. 2006. « A cognitive analysis of problems of comprehension in a learning of mathematics ». *Educational studies in mathematics* 61(1-2):103–131.

- Fortin, Marie-José, Yann Fournis, et François L'Italien. 2016. *La transition énergétique en chantier*. Les Presses de l'Université Laval.
- Geels, Frank W. 2002. « Technological transitions as evolutionary reconfiguration processes: a multi-level perspective and a case-study ». *Research policy* 31(8-9):1257–1274.
- Jodelet, Denise. 2011. « Dynamiques sociales et formes de la peur ». *Nouvelle revue de psychosociologie* (2):239–256.
- Magrin, Géraud. 2007. « L'Afrique sub-saharienne face aux famines énergétiques ». *EchoGéo* (3).
- O'Connor, Peter A. 2014. « Aspects of energy transitions: history and determinants ». PhD Thesis, Boston University.
- Okey, Mawussé Komlagan Nézan. 2009. « Consommation d'énergies et croissance du PIB dans les pays de l'UEMOA: Une analyse en données de panel ».
- Pleyers, Geoffrey. 2016. « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes ». *Agora débats/jeunesses* (1):107–122.
- Rémond, Gaël. 2007. « Intersection de sous-groupes et de sous-variétés II ». *Journal of the Institute of Mathematics of Jussieu* 6(2):317–348.
- Rudolf, Florence. 2015. « La transition énergétique entre homéostasie du système et effondrement: retour sur trois décennies de mobilisations discursives autour de l'écologie ». *Cahiers de recherche sociologique* (58):37–54.
- Schachter, Stanley. 1964. « The Interaction of Cognitive and Physiological Determinants of Emotional State¹ ». P. 49–80 in *Advances in experimental social psychology*. Vol. 1. Elsevier.
- Semal, Luc. 2012. « Militer à l'ombre des catastrophes: contribution à une théorie politique environnementale au prisme des mobilisations de la décroissance et de la transition ». PhD Thesis, Université du Droit et de la Santé-Lille II.
- Touraine, Alain. 2002. « From understanding society to discovering the subject ». *Anthropological Theory* 2(4):387–398.
- Tudor, Andrew. 2003. « A (macro) sociology of fear? » *The Sociological Review* 51(2):238–256.
- Vrignon, Alexis. 2012. « Écologie et politique dans les années 1970 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* (1):179–190.
- Weiss, Janet A. et Mary Tschirhart. 1994. « Public information campaigns as policy instruments ». *Journal of policy analysis and management* 13(1):82–119.
- Wilson, Charlie et Hadi Dowlatabadi. 2007. « Models of decision making and residential energy use ». *Annual review of environment and resources* 32.